

A Colmar

Les Togolais ont joué aux sourds

Le drame togolais évolue vers la crispation politique. Les Togolais ont vécu les 100 jours d'une grève générale sans qu'aucune solution durable n'arrive à modifier les données sur le terrain. Même le missi domici du Saint Père, le cardinal chargé de la commission "Justice et paix" n'a pu convaincre les belligérants pour que la sécurité soit ramenée au Togo en prévision des élections démocratiques et transparentes. Quelques semaines plus tôt, la rencontre de Colmar en France avait capoté.

La ville de Colmar, située à l'Est de la France à une vingtaine de kilomètres de Strasbourg et à la frontière allemande, le lundi 8 février dans le salon d'un grand hôtel de la place, réuni une brochette des protagonistes de l'imbroglio politique togolais. Les deux ministres de la coopération des gouvernements de Paris et de Bonn, en qualité d'anciens colonisateurs et considérés comme des médiateurs, ont tenté sans succès de rapprocher les vues de la mouvance présidentielle et celles du collectif de l'opposition en vue de trouver une nouvelle plateforme d'éléments devant déboucher sur les élections démocratiques au Togo.

On le sait, ce pays ne retrouve pas son équilibre politique après la conférence nationale qui avait échafaudé un train des mesures pour la démocratisation du pays. Le Premier ministre Joseph Kokou Koffigoh de l'opposition, après son élection à partir de la conférence nationale, est aujourd'hui contesté. Parce qu'il a pris parti avec le général Eyadema qui l'a placé dans une position inconfortable pour mener à bien la transition. Le calendrier électoral élaboré par conférence nationale n'a pas pu s'accomplir suite au boycott de l'armée qui joue au trouble-fête et impose la logique de l'insécurité. C'est à cause de cette insécurité qui a même provoqué l'exil de plus de 200.000 Togolais au Ghana et au Bénin que les politiciens togolais s'étaient retrouvés à Colmar.

On connaît désormais le résultat de cette nouvelle tentative de médiation franco-allemande : échec et mat. Selon le ministre des Relations extérieures du Togo conduisant la mouvance présidentielle qui, dit-on, s'était amenée à reculer à Colmar, il y a eu rupture de dialogue parce qu'on a touché à la "neutralité" de l'armée appelée à regagner les casernes et à être consignée dans les cantonnements sous un contrôle international. Cela touche, soulignera le plénipotentiaire togolais, à la souveraineté du Togo. Dès lors, les médiateurs franco-allemands n'étaient plus de l'odeur de sainteté de la part de la mouvance présidentielle. Pour elle, Allemands et Français, qui viennent de suspendre l'aide économique au Togo, partagent les arguments de l'opposition. Donc, ils ne sont plus neutres.

Le collectif de l'opposition togolaise, conduite par M. Eden Kodjo et M. Christ Olympio, a insisté sur le problème de sécurité lié à la présence de l'armée dans le débat politique pour le calendrier électoral et que les élections se déroulent dans la transparence. Pour M. Olympio, fils de l'ancien leader charismatique togolais tué dans des conditions non élucidées par l'armée de M. Eyadema, rien n'est sûr dans le débat actuel tant que l'armée se trouve en première ligne. Et il en sait quelque chose pour avoir été mitraillé par les militaires dont un des fils du président Eyadema. Depuis, il s'est réfugié en France où il mène le combat contre le leader du RPT (le Rassemblement du peuple togolais).

Dans le feu des négociations de Colmar et peut-être demain ailleurs, il est bien difficile de comprendre le pourquoi des choses. Pour survivre, Eyadema devrait redonner confiance à ses parapluies occidentaux, dont la France, au moment où la population démoralisée commence à s'exiler. La possibilité d'une explosion militaire, qui devrait conduire la France à intervenir pour restaurer la stabilité, n'a toujours pas eu lieu ! S'il y avait piège, c'était peut-être ici qu'on l'attendait. Mais hélas, Eyadema n'a pas mordu à l'hameçon. Il lui faut trouver une autre formule pour s'impliquer dans le processus démocratique.

Eyenga Sana

Burundi

Le président Buyoya sur des charbons ardents

A quelques mois des élections présidentielles et législatives fixées en juin prochain, le Burundi affiche un visage serein mais le doute persiste dans l'esprit des citoyens. Le chef de l'Etat, le major Pierre Buyoya a promis que le 1er juillet 1993, date de l'indépendance du pays sera, un jour faste. Où seront présentés le chef de l'Etat élu au suffrage universel ainsi que les députés fraîchement sortis des élections démocratiques. Ainsi le Burundi entrera fièrement dans la 4ème République après avoir galvaudé un parcours cahoté du parti unique dans un pays sans parlement ni constitution valable.

On le sait, les présidents burundais légiféraient par décrets et dirigeaient de main de fer ce pays secoué par des conflits ethno-régionalistes. C'est l'une des raisons qui fait que tous les chefs de l'Etat hissés à la tête du pays après l'indépendance se recrutaient dans l'armée et à partir de la province de Bururi au Sud du Burundi. Même l'actuel président Pierre Buyoya, major de son état, ne fait pas exception. Cependant, ce dernier a l'avantage d'initier un processus démocratique depuis le vent international de la Perestroïka. Toutefois, le schéma emprunté par lui diffère de celui de ses pairs de la CEPGL.

Mobutu du Zaïre s'est vu forcer la main pour convoquer la conférence nationale souveraine avant d'installer un gouvernement de transition dirigé par les opposants les plus farouches à son pouvoir. La cacophonie est à son comble et le processus démocratique piétine suite à la résistance du chef de l'Etat zaïrois qui veut que le changement s'opère avec lui.

Au Rwanda voisin où la démocratie se heurte aux convulsions d'une guerre civile menée de l'extérieur, le pouvoir a accédé au vœu populaire d'un gouvernement de transition dirigé par l'opposition et dont les moyens sont insignifiants. Mais la démocratie n'avance même pas et l'on s'attend à une "somatisation" du pays au grand dam des experts occidentaux qui appellent de tous leurs vœux l'implantation du processus démocratique au Rwanda.

C'est peut-être la raison pour laquelle Bujumbura a préféré aller droit au but en invitant les protagonistes de se lancer à bras-le-

corps dans les élections prévues en juin prochain. Auparavant le pouvoir en place a aménagé le décor par la promulgation de la charte de l'unité et ainsi que de la constitution de type présidentiel.

Les juristes burundais n'avaient pas chômé puisqu'il fallait élaborer plusieurs textes légaux tels que la loi sur les partis politiques et la loi électorale. Cependant la charte de l'unité tout comme la constitution n'ont pas été discutées par ceux qui devraient gérer demain la démocratie au Burundi. Car, tout cela s'était fait à l'époque où l'Uprona était seul maître à bord. Lorsqu'on sait l'estime que l'ethnie tutsi exerce sur ce parti cher au feu le prince Louis Rwagasore, il est fort à craindre que d'autres considérations devaient motiver les géniteurs de ces deux textes fondamentaux.

En attendant des prochaines échéances politiques, l'opposition interne est vivace si pas active. Une opposition menée par le Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi), l'un des deux partis à majorité hutu qui se sont légués contre les deux autres (dont l'Uprona) qualifiés de la mouvance présidentielle et qui défendent les thèses tutsi. Les incidents de Gitega de Buganda (de Cibitoke, de Kayanza et Buyengeru ont valeur de symbole pour dire que le pouvoir veille au grain et ne veut pas du dérapage quand bien même ce même pouvoir incite les militaires déguisés en civils pour perturber les meetings de l'opposition. Une opposition, dit-on à Bujumbura, menée par le Frodebu de M. Melchior Ndayaye, qui, à tout le moins, est la face visible du Palipehutu, parti décrié par le pouvoir à cause de ses allures tribalo-ethniques et surtout à la suite de ses actions armées dont la plus connue est celle de novembre 1991.

Le Frodebu, fortement implanté à Gitega où son président M. Ndayaye a gagné ses titres de noblesses lors d'un rassemblement populaire tenu en avril 1986 peu après les tristes événements de Ntega et Marangara, tient la vedette politique à Bujumbura. D'ailleurs l'arrestation d'alors de Ndayaye à la prison de Rumonge et son transfert de Gitega à Bujumbura avaient rendu populaire ce leader ainsi que son parti. Qui, depuis l'époque du régime de Bagaza, menait une

opposition interne alors que le Palipehutu et son bras armé harcelaient le pouvoir en place à Bujumbura. Avec le changement politique en cours, l'opposition burundaise veut des actions d'éclat sans pour autant verser dans la subversion, ni dans un bain de sang.

L'état-major du Frodebu, n'ayant pas obtenu gain de cause pour la convocation d'une CNS afin de démanteler la "démocratie à la burundaise", réclame toujours un gouvernement de transition pour mener le pays aux élections pluralistes par un système de vote fiable en présence des observateurs étrangers. Dans un mémorandum le 20 octobre 1992, l'opposition estime que l'on ne peut pas tirer le peuple burundais d'obscurantisme politique tant que les médias officiels sont monopolisés par le pouvoir. Qui assurément prépare fébrilement les élections par ailleurs escamotées au niveau de la base.

Si les partis politiques sont impliqués dans les élections présidentielles et législatives (le Frodebu veut arracher la présidence), il n'en est pas moins vrai pour les élections au niveau des communes où le système de "Bashingatahe" (entendez notable) du reste rejeté par Bagaza serait à l'honneur. Cette désignation friserait le féodalisme de mauvais aboi.

Dans un mémorandum rendu public le 28 novembre 1992, les partis politiques de l'opposition (PRP, FRODEBU, RPB, ANADDE et PL, refusent que "l'UPRONA, parti parmi les autres et par ailleurs intéressé à rester au pouvoir, soit chargé de conduire seul le processus de démocratisation car celui-ci n'arriverait pas à bon port". Fort de leur détermination à engager le pays sur la voie d'une démocratie véritable, les partis politiques de l'opposition reviennent sur l'ultime nécessité d'instituer un forum de négociation entre le pouvoir et les partenaires politiques. Auquel forum se dégageraient : un gouvernement de transition, un conseil national de conciliation, un conseil national de sécurité, un conseil national de communication.

Le Burundi en quête d'une véritable démocratie s'attend d'un jour à l'autre à des secousses du genre de celle observée à Gitega.

Eyenga Sana

Une Innovation

POUR UN VRAI PLAISIR

Supermatch

LE GOUT

LA FRAICHEUR

LA QUALITE